



LA QUESTION DU JOUR

L'Algérie minimise-t-elle les risques terroristes ?

Khadija Mohsen-Finan
Chercheur au Centre Moyen-Orient/Maghreb de l'IFRI, enseignante à l'IEP de Paris.

Le bilan officiel des attentats perpétrés mardi à Alger et revendiqués par Al-Qaida était hier de « 30 morts, dont 5 étrangers, et 28 blessés hospitalisés », selon le ministre algérien des affaires étrangères Mourad Medelci. Des sources hospitalières faisaient état d'un bilan beaucoup plus lourd.

« Après ceux du 11 avril, les attentats du 11 décembre à Alger s'inscrivent dans le prolongement de ce qui se passe depuis janvier 2007, date à laquelle le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) a pris le nom d'Al-Qaida au Maghreb islamique. Le choix des cibles reflète une volonté délibérée de déstabiliser le régime et de s'attaquer à des organisations internationales. Ces attentats spectaculaires interviennent aussi

dans le contexte d'une crise de succession, dans un rapport très mal défini entre la présidence de la République et l'état-major de l'armée dont on ne connaît pas aujourd'hui les éléments influents.

Beaucoup à Alger affirment que l'ancien GSPC ne peut pas opérer seul pour commettre des attentats aussi importants contre des bâtiments officiels en plein cœur d'Alger et que des éléments de la classe dirigeante ont intérêt à lui apporter un concours. C'est possible mais cela reste à prouver. La politique de réconciliation nationale du président Bouteflika a montré ses limites. À l'exception de quelques figures du mouvement, les émir du GSPC ont refusé de s'y rallier. Mais c'est aussi à la suite de l'hémorragie provoquée par cette politique parmi les militants islamistes que l'émir actuel, Abdelmalek Droukdel, a passé un accord

avec l'organisation Al-Qaida pour se donner une nouvelle légitimité, une dimension internationale et une nouvelle image pour faciliter son recrutement. De son côté, Al-Qaida, de moins en moins capable d'opérer en Irak, avait besoin d'un autre bastion et de se rapprocher de l'Europe

« Beaucoup affirment que des dirigeants ont intérêt à apporter un concours à l'ancien GSPC. »

pour donner plus de visibilité à ses actions. La non-réintégration du Front islamique du salut (FIS) dans ce processus constitue un facteur aggravant avec des militants frustrés qui sont venus grossir les rangs d'Al-Qaida au Maghreb.

Ces attentats viennent démentir les déclarations officielles selon lesquelles le terrorisme aurait disparu ou ne serait plus que résiduel en Algérie. En outre, ces attaques pourraient donner beaucoup plus d'importance sur l'échiquier politique aux responsables de la sécurité au sein de l'armée.

Pour autant, je ne m'attends pas à de grands changements dans le mode de fonctionnement de l'exécutif et la manière de gouverner, illustrés par les propos du ministre de l'intérieur qui a affirmé qu'il était plus ou moins informé mais qu'on ne pouvait pas prévenir ce type d'attentat.

Dans l'Algérie d'aujourd'hui, il y a un divorce entre les gouvernants et les gouvernés. Que le pays s'enrichisse, qu'il y ait une guerre civile ou des attentats, la classe dirigeante ne change pas de modèle, un modèle qui remonte à 1965. À l'heure de la succession de Bouteflika, le choix du chef de l'État revient toujours à l'armée. Il y a beaucoup d'argent, ce qui laisse croire que le pays change, en réalité le changement n'est pas là, ce qui vient grossir le rang des frustrés. Les Algériens en ont assez de la terreur mais tout pousse à ça. Les promesses non tenues nourrissent l'islamisme populaire. »

RECUEILLI PAR
FRANÇOIS D'ALANÇON